

Réinitialiser

ASSOCIATIONS DEMANDE DE SUBVENTION(S)



Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#02 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
en numéraire (argent)	première demande	fonctionnement global projets(s)/action(s)	annuelle ou ponctuelle
en nature	renouvellement (ou poursuite)		pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://lannuaire.service-

public.fr/)	
☐ Éta	at - Ministère
	Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)
☐ Co	onseil régional
	Direction/Service
□ Co	nseil départemental
	Direction/Service
☐ Co	mmune ou Intercommunalité
	Direction/Service
□Ét	ablissement public
☐ Au	tre (préciser)

1. Identification de l'association 1.1 Nom - Dénomination : Sigle de l'association : Site web: 1.2 Numéro Siret : I__I__I__I__I__I__I__I__I 1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture:I<u>WI_I_I_I_I_I_I_I_I_I</u>_I_I_I (si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice) 1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date I__I__I__I Tribunal d'instance : Volume: I I I I Folio: I I I I 1.5 Adresse du siège social : Commune déléguée le cas échéant : 1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente): Commune déléquée le cas échéant : 1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts) Nom:______Prénom:______ Fonction: Courriel: Téléphone: 1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal) Nom: ______ Prénom: _____ Fonction: Téléphone : Courriel: 2. Relations avec l'administration Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☐ non Si oui, merci de préciser : Type d'agrément : en date du : attribué par L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? oui non Si oui, date de publication au Journal Officiel: L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? Oui ×non

3. Relations avec d'autres assoc	iations
A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? <i>(indiquer le nor</i>	n complet, ne pas utiliser de sigle)
L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non	Si oui, lesquelles?
Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée :	
4. Moyens humains au 31 décembre de l'a	année écoulée
Nombre de bénévoles : Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.	
Nombre de volontaires : Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)	
Nombre total de salariés :	
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité	
publique	

5. Budget¹ de l'association

Budget supplémentaire demande pluriannuelle

Suppression du budget demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ²	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°....

Projet supplémentaire - demande multi-projets

Suppression d'un projet -demande multi-projets

6. Projet - Objet de la demande Remplir une « rubrique 6 - Objet de la demande » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? □ oui
<u>Intitulé :</u>
Objectifs:
Description:
Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation
financière éventuelle, etc.

ojet n° 6. Projet - Obje	et de la demande (s	suite)	
<u>Territoire :</u>			
Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHAR	GES INDIRECTES REPARTIES	' au budget du projet) :	
,		<u> </u>	
	Nombre de personnes	Nombre en ETPT	
Bénévoles participants activement à l'action/projet Salarié			
dont en CDI			
dont en CDD			
dont emplois aidés ⁴ Volontaires (services civiques)			
Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recruteme oui non Si oui, combien (en ETPT) Date ou période de réalisation : du (le) l	:		
Evaluation : indicateurs proposés au regard des	s objectifs ci-dessus		

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

6. Budget⁵ du projet Année 20... ou exercice du au

Suppression du budget projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises,	
60 - Achats	U	prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation ²	(
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0	services deconcentres sollicites ci. Tere page	
Locations	0		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		Contain a regional(dax)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0	Conseil-s Departemental (aux) :	
Publicité, publication			
		Communes, communautés de communes ou	
Déplacements, missions		d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
33 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	(
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECT	TEES AU PROJET	RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A	NU PROJET
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	(
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONT	RIBUTIONS VOL	ONTAIRES EN NATURE ⁷	
86 - Emplois des contributions volontaires en		87 - Contributions volontaires en nature	
360 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
361 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
362 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	(
1017/12		101712	

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

	tion
Si le signataire n'est pas le représent	rant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 la let celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci ⁸ .
déclare : - que l'association est à jour de s paiements correspondants) ;	ses obligations administratives ⁹ , comptables, sociales et fiscales (déclarations et
- exactes et sincères les informations auprès d'autres financeurs publics ;	du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées
	pes et valeurs de la <u>Charte des engagements réciproques</u> conclue le 14 février 2014 rritoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un monta nature) sur les trois derniers exercice inférieur ou égal à supérieur à 500 00	500 000 €
- demander une subvention de :	 € au titre de l'année ou exercice 20
que cette subvention, si elle est acc=> Joindre un RIB	ordée, sera versée au compte bancaire de l'association.
Fait, le	à
	Signature
	Insérez votre signature en <u>cliquant</u> sur le cadre ci-dessus

⁸ "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

⁹ Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
Mars 2017 - Page 8 sur 9